

LA MISSION
OPÉRATIONNELLE
TRANSFRONTALIÈRE
(MOT)



UNE INGÉNIERIE TECHNIQUE AU SERVICE DES TERRITOIRES (TRANS)FRONTALIERS

La MOT intervient auprès des collectivités, service des États et autres praticiens de la coopération transfrontalière dans le cadre d'études et de missions d'expertise. Elles concernent des diagnostics territoriaux, des stratégies transfrontalières, des études juridiques et thématiques, une assistance à maîtrise d'ouvrage, etc. Quelques exemples :



ÉTUDES TERRITORIALES

- **Schéma de développement territorial de la Grande Région**
Appui à la réalisation du schéma pour le sommet de la Grande Région, 2016.
- **Schéma de coopération transfrontalière de la métropole européenne de Lille**
Accompagnement juridique et technique de la métropole européenne de Lille, 2016.
- **Enjeux transfrontaliers dans les espaces de montagne en France métropolitaine**
Étude pour le CGET, 2016.
- **Mise en place d'un projet « éco bonus » mobilité à la frontière avec le Luxembourg**
Mission d'accompagnement pour le groupe EGIS, 2016.
- **Stratégie transfrontalière de développement de l'arc jurassien franco-suisse**
Étude pour la préfecture Franche-Comté et le groupement de cantons arcjurassien.ch, 2014.

<http://www.espaces-transfrontaliers.org/la-mot/publications/etudes-mot/>



ÉTUDES JURIDIQUES

- **Mise en place du groupement européen de coopération territoriale du Parc marin international des Bouches de Bonifacio**
Accompagnement technique pour l'Office de l'environnement de la Corse, 2016.
- **Gestion et exploitation d'un bac entre Saint Laurent du Maroni (Guyane) et Albina (Suriname)**
Étude pour la collectivité territoriale de Guyane, 2016.
- **Analyse des obstacles juridiques à la coopération transfrontalière**
Étude pour le Grand-Duché du Luxembourg dans le cadre de sa présidence du Conseil de l'UE, 2015.
- **Analyse des obstacles et solutions à la coopération transfrontalière franco-belge**
Actualisation des travaux du groupe de travail parlementaire franco-belge, pour la préfecture de la région Nord-Pas de Calais, 2015.
- **Offre ferroviaire transfrontalière de voyageurs entre Nice et Imperia**
Animation de la coopération institutionnelle pour les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur, Ligurie et la Principauté de Monaco, 2015.



LES « BONS-À-TIRER » (BAT)

Ce service réservé aux adhérents⁽¹⁾ permet de bénéficier d'une journée de travail annuelle de l'équipe technique de la MOT.

Les interventions portent sur des questions techniques et juridiques, le soutien à l'organisation d'une manifestation transfrontalière, une intervention lors d'un événement, etc.

Les notes techniques produites sont mises à disposition des adhérents sur l'espace membres du site Internet.

<http://www.espaces-transfrontaliers.org/la-mot/publications/bons-a-tirer/>

⁽¹⁾ Adhérents personnes morales, aux frontières françaises.

LA MISSION
OPÉRATIONNELLE
TRANSFRONTALIÈRE
(MOT)



UNE EXPERTISE À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE ET INTERNATIONALE

La MOT conduit des projets à l'échelle des frontières françaises ou européennes pour apporter une assistance technique aux acteurs de la coopération transfrontalière, aboutissant à la production d'outils méthodologiques. La MOT mène également des expertises à l'international. Quelques exemples :



PROJETS MENÉS SUR L'ENSEMBLE DES FRONTIÈRES FRANÇAISES

« Développement économique transfrontalier »⁽¹⁾
2014-2015

Les objectifs ont été :

- d'apporter aux acteurs une meilleure connaissance des enjeux en matière de développement économique des territoires transfrontaliers ;
- de faciliter le développement économique transfrontalier en identifiant les obstacles et en diffusant les bonnes pratiques ;
- de faire évoluer les conditions-cadres dans ce domaine.

Le projet a conduit à l'édition d'un ouvrage comprenant un volume thématique et un guide pratique.

<http://www.espaces-transfrontaliers.org/activites-ue/projets-europeens-de-la-mot/>



« Montage de projets transfrontaliers aux frontières françaises »⁽¹⁾
2013

Cinq séminaires ont été organisés pour informer les acteurs locaux sur les outils juridiques disponibles sur les frontières françaises et encourager l'échange de bonnes pratiques. Un guide juridique disponible en six langues a été publié.

« Articuler la politique de cohésion, les dispositifs de gouvernance et les logiques territoriales transfrontalières »⁽¹⁾
2011-2012

Un diagnostic de la gouvernance sur chaque frontière française et un guide méthodologique ont été élaborés pour améliorer l'articulation entre la politique de cohésion, les dispositifs de gouvernance et les logiques territoriales transfrontalières.



PROJETS MENÉS À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE

« Exertising Governance for Transfrontier Conurbations »⁽²⁾
2009-2010

La MOT a été chef de file de ce projet consacré à la gouvernance des agglomérations transfrontalières. Les partenaires⁽³⁾ ont travaillé à la promotion d'outils de gouvernance innovants pour construire leur projet d'agglomération transfrontalière. L'échange de pratiques a permis à chacun d'élaborer un « Plan d'Action Local ». Des recommandations communes au niveau national et européen ont été produites.



EXPERTISES À L'INTERNATIONAL

L'expertise de la MOT - opérateur labellisé par le gouvernement français dans le Livre Blanc « Diplomatie et territoires » - est également exportée à l'international, à l'exemple du travail mené en soutien à la coopération transfrontalière en Afrique :

- accompagnement de l'AIMF⁽⁴⁾ pour le développement de la coopération transfrontalière en Afrique centrale, réalisation d'un diagnostic de la coopération transfrontalière, 2016 ;
- appui méthodologique à l'UNCDF⁽⁵⁾ pour renforcer la gouvernance transfrontalière en Afrique de l'Ouest, production d'une boîte à outils pour les porteurs de projets transfrontaliers, 2015.

⁽¹⁾ Dans le cadre d'un projet européen cofinancé par le Programme Europ'Act.

⁽²⁾ Dans le cadre d'un projet européen cofinancé par le Programme Urbact.

⁽³⁾ Eurodistrict Trinational de Bâle, Eurodistrict Strasbourg-Ortenau, agglomération de

Frankfurt (Oder)-Slubice, Lille Métropole, Eurorégion Ister-Granum, Eurocité Chaves-Verin.

⁽⁴⁾ Association internationale des Maires francophones.

⁽⁵⁾ UN Capital Development Fund.